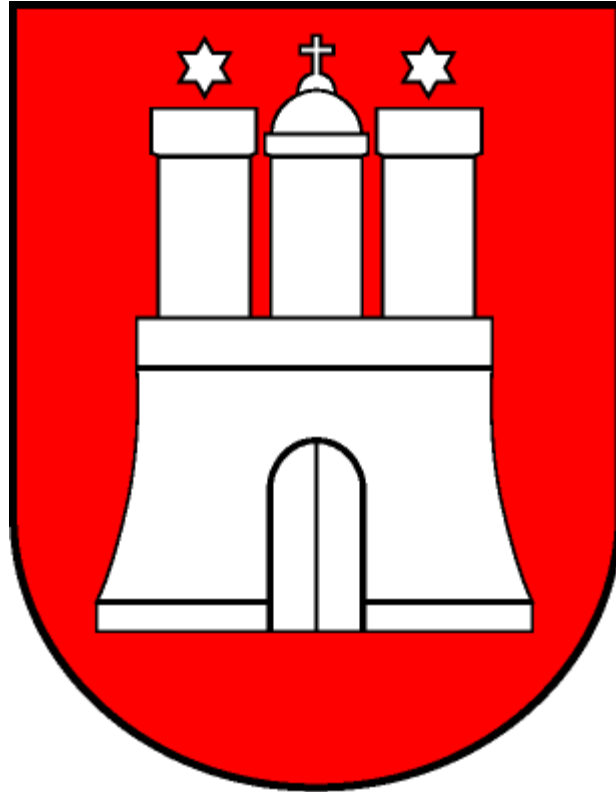


EULITA

La loi de la ville libre et hanséatique de
Hambourg relative aux interprètes et
traducteurs : un modèle pour l'Europe?

Loi du Land de Hambourg



Ancien texte :

- „Die Dolmetscher unterstehen der Landesjustizverwaltung. In dem Rechte der Aufsicht liegt die Befugnis, die ordnungsgemäße Ausführung einer dem Dolmetscher anvertrauten Übertragung durch Ordnungsstrafen bis zum Betrage von einhundert Deutsche Mark zu erzwingen.“

Traduction :

- « Les interprètes sont subordonnés à l'administration judiciaire intérieure du Land. Le droit de contrôle octroie l'autorisation d'imposer l'exécution exacte d'une traduction confiée à l'interprète par sanction pécuniaire d'un montant de cent deutsche mark. »

Nouvelle loi du 23 septembre 1986

- Modification du texte en 2005
- Loi actuelle dans sa version du 1er janvier 2006

Texte de loi actuel

- **Article 1**
- Conditions personnelles
- **Article 2**
- Conditions professionnelles

Texte de loi actuel

- **Article 3**

- Prestation de serment de l'interprète et du traducteur

- **Article 4**

- Désignation officielle des interprètes et traducteurs assermenté

Texte de loi actuel

- **Article 5**
- Devoirs des interprètes et traducteurs assermentés
- **Article 6**
- Devoir d'indiquer tout changement de la condition personnelle, de domicile, autre assermentation etc.

Texte de loi actuel

- **Article 7**

- Publication dans le journal officiel

- **Article 8**

- L'administration de Hambourg s'engage à publier une liste officielle des interprètes et traducteurs sur Internet

Texte de loi actuel

- **Article 9**
- Définition de la région métropolitaine
- **Article 10**
- Infractions

Texte de loi actuel

- **Article 11**
- Modèle de sceau :
- Maintien des anciennes assermentations (avant 1986)



Le « Verordnungsblatt »

- **Contenu de ce bulletin officiel:**
- Région métropolitaine
- Conditions requises pour l'examen

Merkblatt

- **Aide-mémoire et notice**
 - Apposition du sceau
 - Formule à utiliser
- Autres indications pratiques.....

Convention européenne des droits de l'homme

- Toute personne mise en cause dispose du droit de « se faire assister gratuitement d'un interprète, s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience ». (Article 6)

Systeme de gestion et d'assurance de la qualite

- Qui assume la formation des interpretes et traducteurs assermentes?
- Qui assermentera les collegues dument formes?
- Qui assurera le controle au niveau deontologique et de la qualite du travail?
- Qui reprimera les infractions?

Hambourg: la bonne voie!

Merci de votre attention!